



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium 77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 05/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE GRANULATS**

ZI - 7 rue du saut du lièvre  
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E26/0281  
Code AIOT : 0006515812

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté CHEMIN DE BRAY AUX CHAISES LIEU-DIT LA MOTTE BONNOT 77114 Herme. L'inspection a été annoncée le 06/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS
- CHEMIN DE BRAY AUX CHAISES LIEU-DIT LA MOTTE BONNOT 77114 Herme
- Code AIOT : 0006515812
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n°2015/DCSE/M/001, la société LAFARGE GRANULATS FRANCE est autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires de 66 ha environ avec une production maximale annuelle de 450 000t ainsi qu'une installation de lavage de matériaux sur le territoire de la commune de Hermé. Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 20 ans. Les arrêtés de prescriptions complémentaires n°2021/DRIEAT/UD77/044 du 13 avril 2021 et n°2025/DRIEAT/UD77/024 du 10 février 2025 ont notamment modifié le phasage et les montants de référence des garanties financières de la carrière.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect du phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 13/04/2021, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-15-3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Information du public	Arrêté Préfectoral du 15/01/2015, article III-1	/	Sans objet
5	Plans	Arrêté Préfectoral du 15/01/2015, article III-20	/	Sans objet
6	Bruits	Arrêté Préfectoral du 15/01/2015, article IV-7-1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est globalement bien tenue. Les prescriptions réglementaires sont respectées.

L'exploitant a répondu aux différentes remarques de la visite précédente et tient à poursuivre dans de bonnes conditions l'exploitation de la carrière.

Il a été également vu et constaté la bonne tenue du quai de chargement.

Des travaux de mise en conformité pour l'installation de la plateforme de pompage seront effectués pendant l'arrêt technique prévu en avril 2026.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect du phasage d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/04/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/05/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le plan de phasage de l'arrêté préfectoral de 2015 est remplacé par le plan de phasage annexé au présent arrêté préfectoral.</p> <p>Toutefois, le décapage des zones 2023 et suivantes ne pourra débuter que si sont effectivement réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la mesure compensatoire A1 prescrite par l'article III-15-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation: conversion d'espaces cultivés en prairies humides réalisée par des opérations de préparation du sol (labour, passage d'une herse) et de végétalisation à partir de graminées et de légumineuses ;</li><li>- la mesure d'accompagnement A2 prescrite par l'article III-15-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (conversion d'espaces cultivés en prairies mésophiles réalisée par des opérations de préparation du sol (labour, passage d'une herse) et de végétalisation à partir de graminées et de légumineuses).</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Le devis et le bon de commande établis auprès de l'EARL Hauts de Bruyère pour la réalisation de travaux de hersage, labour et semis de légumineuse sur les zones A1 et A2 ont été transmis à l'inspection. Ces travaux ont été réalisés en octobre 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Mesures compensatoires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-15-3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures compensatoires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/05/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En compensation aux atteintes des parties de zones humides visées à l'article III-15-2 et également en vue de limiter la surface résiduelle d'eau libre selon les préconisations du schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne compatibles avec l'orientation 97 du SDAGE Seine-Normandie, le pétitionnaire restaurera et/ou créera des zones humides (prairies humides, forêt alluviale, hauts-fonds etc.) sur une surface de 27,5 hectares dont le détail est fourni dans le tableau qui suit.</p> <p>Leur fonctionnalité est équivalente à celle des zones humides impactées afin de compenser les services et fonctions rendus par ces dernières.</p> <p>Les sites des mesures compensatoires sont situés dans l'emprise de la carrière et hors-situ. Le plan en annexe du présent arrêté localise l'emplacement des zones humides compensatoires. (...)</p> <p>Six mois avant le démarrage d'une tranche de travaux de compensation, le pétitionnaire devra transmettre le projet de réalisation des mesures compensatoires à l'inspection des installations classées. Ce projet contient :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un plan situant précisément l'emplacement de la mesure compensatoire,</li><li>- le mode d'aménagement et de fonctionnement de la zone humide,</li><li>- les mesures de gestion et d'entretien de la zone humide.</li></ul> <p>(voir les détail zone par zone dans la partie constat)</p> <p>Le pétitionnaire avertira quinze jours à l'avance l'inspection des installations classées du démarrage des travaux de compensation pour chaque tranche.</p> <p>Lorsque la réalisation d'une tranche de zones humides est terminée, le pétitionnaire en informe le Préfet.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par mail du 25 juillet 2025, l'exploitant indiquait, avec un délai préalable de 6 mois, la réalisation d'une campagne de travaux de mesures compensatoires sur le site en février 2026.</p> <p>Les travaux seront réalisés, comme confirmé le jour de la visite par Monsieur MAHE, chef de carrière, à compter du 16 février 2026 par la société PAREAU.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmettra le détail des travaux réalisés dès leur achèvement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;</li><li>- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</li></ul> <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.</p> <p>Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a proposé à l'inspection dans son mail du 24 novembre 2025 la mise en place d'une plate-forme d'aspiration pour répondre à la prescription. Dans cette perspective, il a pris contact avec le SDIS 77 qui a validé cette possibilité.</p> <p>L'exploitant a indiqué le jour de la visite que ces travaux auront lieu en avril 2026.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit à la fin des travaux transmettre à l'inspection les documents attestant la mise en place de la plateforme d'aspiration et sa conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2015, article III-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information du public
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b>  Les voies d'accès sont entretenues et l'entrée de la carrière est clairement identifiée. Des panneaux sont présents et un portail assure la sécurité de l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2015, article III-20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral sur lequel sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'échelle et l'orientation,</li><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li><li>- les bandes de 10 mètres,</li><li>- les zones en cours d'exploitation,</li><li>- les zones déjà exploitées non remises en état,</li><li>- les zones remises en état,</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF),</li><li>- les convoyeurs et infrastructures,</li><li>- les pistes et voies de circulation y compris hors périmètre,</li><li>- le tracé des lignes électriques,</li><li>- les piézomètres,</li><li>- les fossés de recharge,</li><li>- la position des éléments visés à l'article 111-20 et s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,</li><li>- les bornes mentionnées à l'article 111-2,</li><li>- les valeurs des éléments SI, S2 et L définis à l'article V-I</li></ul> Ce plan, remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, est certifié conforme par l'exploitant et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...)

Il est joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Une copie de ce plan datée, certifiée et signée par l'exploitant et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année N+1.

**Constats :**

Les plans de suivi annuel de 2025 ont été fournis à l'inspection le jour de la visite 27/01/2026. Ils sont datés, certifiés conformes et signés par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Bruits**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2015, article IV-7-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Bruits

**Prescription contrôlée :**

1-Les bruits émis par l'exploitation de la carrière, et les activités exercées sur le site ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.  
[....]

**Constats :**

Les dernières mesures de bruits ont été effectuées le 19 août 2025 par la société PAUL BERNEZ. Les résultats sont conformes à la réglementation.

**Type de suites proposées :** Sans suite